



AFRICAN TELECOMMUNICATIONS UNION
L'UNION AFRICAINE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

General Secretariat [/Secrétariat Général : Nairobi](#)

MESSAGE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL À L'OCCASION DE LA JOURNÉE AFRICAINE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS/TIC 2026 7 DÉCEMBRE 2026

Thème : « Lignes de vie numériques : le haut débit pour chaque foyer en Afrique »

Chers Membres et Partenaires de l'Union Africaine des Télécommunications,

Lorsque je vous écris chaque année à l'approche du 7 décembre, je commence d'ordinaire par le thème et par le travail qui nous attend; cette année, je ne saurais le faire sans relever d'abord que c'est la huitième fois que je vous adresse ce message en qualité de Secrétaire Général, et la dernière. Depuis mon entrée en fonction en janvier 2019, servir cette Union a été un honneur, et j'aborde cette dernière Journée Africaine des Télécommunications/TIC de mon mandat avec une profonde gratitude pour la confiance que vous m'avez accordée et pour le travail que nous avons pu accomplir ensemble.

Nombre d'entre vous m'ont reçu dans leur pays, ont ouvert leurs ministères et leurs autorités de régulation au Secrétariat et ont pris le temps d'échanges parfois faciles, parfois difficiles. J'ai écouté vos priorités, sollicité votre soutien et l'ai reçu généreusement ; j'ai aussi été interpellé, corrigé et convaincu. Ces expériences ont fait de la transformation numérique de l'Afrique une cause très personnelle pour moi, car derrière chaque position continentale et chaque décision de politique publique, il y a en fin de compte une personne, une famille, une communauté ou une entreprise qui attend que cette décision améliore son quotidien.

Le thème de cette année, « Lignes de vie numériques : le haut débit pour chaque foyer en Afrique », est un thème dans lequel je me reconnais profondément. Nous avons consacré une grande partie des huit dernières années à réunir les conditions de la connectivité aux niveaux continental, régional et national, mais c'est au niveau du foyer que ces efforts sont finalement mis à l'épreuve. Un élève devrait pouvoir apprendre depuis son domicile, un parent devrait pouvoir accéder à un service public sans parcourir une longue distance, et une petite entreprise devrait pouvoir commercer en ligne depuis la communauté où elle exerce son activité. Le haut débit commence à remplir sa mission lorsque cette possibilité est fiable, abordable et disponible là où vivent les populations.

Le rapport 2025 de l'Union Internationale des Télécommunications sur le développement numérique en Afrique donne à ce défi une ampleur que nous ne pouvons ignorer. En 2024, seuls 38 % des habitants de l'Afrique utilisaient l'Internet, contre une moyenne mondiale de 68 %. Les réseaux mobiles de quatrième génération couvraient 71 % de la population, mais seuls 49 % des habitants des zones rurales bénéficiaient d'une couverture de quatrième génération, contre 98 % dans les zones urbaines. Le prix médian d'une offre d'entrée de gamme de haut débit mobile s'établissait à 4,2 % du revenu national brut par habitant, soit plus du double de l'objectif international d'accessibilité financière, et celui du haut débit fixe à 15 %.

Ce qui me préoccupe le plus dans ces réalités, c'est l'écart entre la présence du réseau et son utilisation effective. Un foyer peut se trouver dans une zone couverte et rester néanmoins hors ligne parce que le service coûte trop cher, que l'appareil est hors de portée, que l'électricité n'est pas fiable, que le débit disponible est médiocre ou que les personnes qui y vivent n'ont pas encore les compétences ou l'assurance nécessaires pour utiliser le service. Le thème nous invite à regarder en face les raisons de ces écarts et à juger des progrès du point de vue du foyer, et non à partir de la seule carte de couverture.

Cette réflexion s'inscrit également dans l'orientation que nos États Membres ont fixée à Abuja en juillet, lorsque la Conférence des Plénipotentiaires a adopté la Déclaration d'Abuja de 2026 sur la connectivité significative pour l'Afrique. La Déclaration a mis l'accent sur la réduction des écarts de connectivité comme d'utilisation, en particulier dans les communautés rurales, isolées et mal desservies. La présente Journée nous offre une première occasion de traduire cet engagement dans des débats nationaux centrés sur ce à quoi les familles peuvent réellement accéder, ce qu'elles peuvent s'offrir et ce qu'elles peuvent utiliser.

J'encourage donc chaque État Membre à faire de la commémoration de 2026 l'occasion d'un état des lieux national de la connectivité des foyers. Les débats devraient porter sur le coût des appareils et des services, la qualité et la fiabilité du haut débit, les choix politiques et fiscaux susceptibles d'abaisser les obstacles, ainsi que la qualité des données disponibles sur l'accès des foyers, les prix, les débits et les modes d'utilisation. L'Union Internationale des Télécommunications a également attiré l'attention sur le manque de données récentes sur les ménages en Afrique, et nos décisions ne gagneront en solidité que si elles reposent sur un tableau honnête de ceux qui sont connectés et de ceux qui attendent encore.

La commémoration continentale se tiendra à Harare (Zimbabwe), dans la foulée de la remise des Prix de l'innovation de l'Union Africaine des Télécommunications. J'invite les États Membres et les Membres Associés à utiliser cette tribune pour faire connaître les priorités, initiatives, partenariats et engagements nationaux propres à rapprocher de chaque foyer un haut débit fiable et abordable. La valeur de cette Journée a toujours dépendu de ce que nos membres choisissent d'en faire, et j'espère que la célébration de 2026 nous laissera des actions dont le suivi pourra être assuré après le 7 décembre.

Huit années à ce poste m'ont appris que l'Union Africaine des Télécommunications est la plus forte lorsque ses membres s'approprient son action. J'ai vu cette appropriation dans les longues heures consacrées à l'élaboration de positions communes africaines, dans les déplacements des experts aux réunions préparatoires, dans le temps que Ministres et régulateurs ont consacré à l'Union, dans l'appui des partenaires à nos programmes et dans les pays qui ont ouvert leurs portes lorsque le Secrétariat a demandé à travailler avec eux. Tous les progrès enregistrés au cours de mon mandat reviennent à cet effort collectif.

Mon mandat prendra fin le 31 décembre, et l'œuvre que nous avons bâtie ensemble se poursuivra sous la direction de M. Kezias Kazuba Mwale, que vous avez élu Secrétaire Général et à qui, par cette décision, vous avez accordé votre confiance pour faire avancer l'Union. Je vous demande de lui témoigner la même générosité, la même franchise et le même soutien que ceux que vous m'avez témoignés, et de rester tout aussi présents dans la vie de l'Union, car sa force continuera de dépendre d'États Membres qui participent, questionnent, proposent, accueillent, contribuent et restent mobilisés lorsque des choix continentaux difficiles doivent être faits.

Je vous remercie de m'avoir accueilli dans vos pays, d'avoir été aux côtés du Secrétariat, du soutien que vous avez apporté à nos programmes et à nos positions, mais aussi des désaccords sincères qui ont rendu nos décisions meilleures. Vous servir, et servir ce continent par l'intermédiaire de l'Union Africaine des Télécommunications, a été l'un des grands honneurs de ma vie professionnelle.

Alors que nous célébrerons la quarante-neuvième Journée Africaine des Télécommunications/TIC, j'espère que chaque État Membre donnera à ce thème sa propre signification nationale et apportera une contribution concrète à l'effort continental.

John OMO

Secrétaire Général

Union Africaine des Télécommunications